

**ABONNEMENT** The Library  
 Canada \$1.00 par an  
 Manitoba \$1.00 par an  
 Chaque livraison hebdomadaire \$0.15

**TARIF DES ANNONCES**  
 Les annonces, par ligne, 10 mots  
 Chaque insertion hebdomadaire \$0.15

**AVIS** Les annonces pour la France et l'étranger (sauf le Canada) sont reçues exclusivement à la **PARIS (FRANCE) 11, rue de la République, 11**, qui a seule la responsabilité de ce service.

# LE MANITOBA

## JOURNAL HEBDOMADAIRE.

**LE MANITOBA**  
 EST PUBLIÉ ET IMPRIMÉ  
 TOUT LES MERCREDIS  
 PAR  
**ANT. GAUVIN, Imprimeur.**  
 TELEPHONE 3377

Toutes communications concernant le journal ou l'imprimerie, le paiement des abonnements ou pour impressions, doivent être adressées à  
**LE MANITOBA.**  
 SAINT-BONIFACE, MANITOBA.

### A OTTAWA

#### L'EXTENSION DES LIMITES DU MANITOBA

Ottawa. — La Chambre des Communes est à l'étude d'un des sujets les plus importants et plus épineux à cause de la discussion qu'il soulèvera sur la question des écoles, qui figurent au programme du nouveau cabinet. L'extension des frontières du Manitoba. La discussion jusqu'ici s'est bornée à l'étude de la partie territoriale et financière sans que la moindre allusion soit faite aux écoles séparées, soit d'un côté ou de l'autre, mais ce n'est que partie remise; la question des écoles devra tôt ou tard surgir. Rien ne réfère à ce sujet dans la résolution, ni dans le bill basé sur cette résolution. Le gouvernement par sa proposition déclare que le Manitoba n'a pas obtenu justice de l'administration Laurier en 1905 et aurait dû être traité sur un pied d'égalité avec la Saskatchewan et l'Alberta. Au point de vue territorial, ces provinces ont respectivement 250,000 et 253,000 milles carrés tandis que le Manitoba ne possède que 78,000 milles; au point de vue financier l'Alberta et la Saskatchewan reçoivent chacune annuellement d'un million et quart par année et le Manitoba seulement \$883,000. Avec le projet du gouvernement le Manitoba aura une superficie de 251,000 milles carrés, son territoire s'étendra jusqu'à la Baie d'Hudson y compris Port Nelson et Port Churchill, et il recevra \$1,349,245 par année.

Sir Wilfrid Laurier et ses partisans ne critiquent pas la délimitation des frontières, mais s'objectent à la partie financière, surtout au paiement d'arrérages. Le principal point de l'opposition est que le Manitoba n'ayant pas accepté la proposition du gouvernement fédéral avant octobre 1911, la province n'a pas le droit d'être payée sur cette nouvelle base à partir de 1908. Le gouvernement maintient que c'est justice d'en agir ainsi.

#### LES FRONTIÈRES DU MANITOBA

L'honorable R. L. Borden, en proposant la résolution concernant l'extension des frontières du Manitoba, dit qu'en juillet 1908 Sir Wilfrid Laurier a préparé un plan pour le remaniement des frontières du Manitoba, Ontario et Québec. Quelque temps plus tard, la question du subside provincial fut discutée pour le Manitoba, mais sans entente ni dans un cas ni dans l'autre. La résolution soumise actuellement devant le Parlement est basée sur l'ancienne, moins la partie financière, qui est préparée de manière à être acceptable au Manitoba. Avec le projet actuel, la province recevra cette année \$1,349,245 du gouvernement fédéral au lieu de \$883,000. La Saskatchewan reçoit \$1,551,820 et l'Alberta \$1,260,105.

La province du Manitoba prétend que son territoire aurait dû être agrandi en même temps que la création des autres provinces en 1905 et elle aurait dû aussi recevoir dans ce temps son augmentation de subvention. Le gouvernement a décidé que le paiement de la subvention devait commencer depuis le premier juillet 1908. Les arrérages totaux à payer pour cette période s'élèvent à \$2,178,648.

**TEXTE DE LA RÉOLUTION**  
 La résolution présentée par le premier ministre décrète qu'il est expédient d'étendre les frontières de la province du Manitoba vers le nord, jusqu'à un soixantième parallèle de latitude, et

vers le nord-est jusqu'au rivage de la Baie d'Hudson subordonnée aux conditions qui pourront être consenties par l'Assemblée législative du Manitoba et par le Parlement; d'autoriser le Gouverneur en conseil, en attendant que la province n'était pas en dette à l'époque de son établissement, à payer à la province une somme annuelle de \$381,584.19, soit l'équivalent de l'intérêt de cinq pour cent sur \$7,631,683.85 étant la différence entre une somme principale de \$3,107,500 et \$475,816.15 antérieurement avancée par le gouvernement à la province pour des fins provinciales; la somme annuelle payable à dater du premier jour de juillet 1908, mais sujette, cependant, quant aux paiements dus lors de la mise en force de toute loi basée sur la présente résolution, à la déduction de certaines sommes reçues par la province par voie d'intérêt sur capital alloué en lieu de dette; d'autoriser le Gouverneur en conseil à payer à la province, au lieu de la propriété des terres publiques une somme annuelle basée sur la population de la province telle que constatée par chaque recensement quinquennal, telle somme annuelle devant commencer avec le chiffre de \$562,500 moins certaines déductions au sujet des terres concédées sous le nom de terres marécageuses et terres affectées à l'université et ne devant pas excéder la somme annuelle de \$1,125,000 moins des déductions équivalentes: la somme devant être payée à dater du premier jour de juillet 1908, mais sujette, cependant, quant aux paiements dus lors de l'adoption de toute loi basée sur la présente résolution, à une déduction de l'ensemble de certaines sommes reçues par la province le 1er juillet 1908 à compte d'indemnité au lieu de terres publiques; d'autoriser le Gouverneur en conseil à payer à la province mi-partie le 1er juillet 1912, et mi-partie le 1er juillet 1918, la somme de \$201,723.57 pour les fins de la construction d'édifices publics.

#### SIR WILFRID LAURIER

Sir Wilfrid Laurier remarque que les renseignements fournis par le gouvernement sont assez rares, mais il espère qu'il y en aura d'autres au cours de la discussion.

La résolution actuelle n'est pas celle de 1908 dit Sir Wilfrid Laurier, car alors Ontario obtenait un port sur la Baie d'Hudson, tandis qu'aujourd'hui, tout est pour le Manitoba.

Le Premier ministre dit que la délimitation des frontières du Manitoba, est exactement la même que celle de 1908.

Sir Wilfrid Laurier remarque que le gouvernement n'a pas encore décidé quel sera l'endroit de la frontière vers le nord-ouest. Il y a là probablement une lacune qui sera comblée suivant le désir de la province d'Ontario; avec la résolution actuelle on ne peut pas savoir exactement quel sera les frontières du Manitoba.

Le Premier ministre dit que la résolution est nécessaire pour la partie financière seulement et non pour les limites. La délimitation de ces dernières sera probablement plus claire dans le bill.

Sir Wilfrid Laurier dit que le Parlement ne peut pas discuter la compensation à accorder au Manitoba pour les terres détenues par le gouvernement fédéral, si on ne connaît pas au juste l'étendue de son territoire.

Sir Wilfrid Laurier nie que le gouvernement fédéral aurait dû agrandir le Manitoba lorsqu'il a créé les provinces de l'Alberta

et de la Saskatchewan. L'ancien gouvernement a eu aussi quelques difficultés avec le Manitoba au sujet des conditions financières. Les autorités manitobaines ont refusé tout règlement en 1908 et chaque année subséquente, jusqu'en octobre 1911, alors pourquoi lui payer ces prétendus arrérages? Sir Wilfrid Laurier annonce qu'il s'opposera à cette partie de la résolution.

Outre la compensation en argent pour les huit millions d'acres que prend le gouvernement fédéral, ce dernier fait au Manitoba, un riche cadeau en argent, traitement que les autres provinces n'ont jamais obtenu.

#### HONORABLE M. WHITE

L'honorable M. White dit que le gouvernement veut accorder justice au Manitoba et placer cette province sur le même pied que l'Alberta et la Saskatchewan, traitement qui lui fut toujours refusé par le gouvernement Laurier. Le changement de conditions lui donnera un demi-million de dollars de plus par année.

Le Manitoba devrait recevoir une indemnité de \$562,500 par année, pour ses terres, mais comme il en a vendu près de deux millions d'acres, on lui fait une réduction de \$134,200 sur le total. La province a aussi reçu du terrain pour son université, considération avec laquelle il faut compter. Toute réduction faite, le gouvernement lui paiera \$414,000, par année pour ses terres, somme qui est comprise dans la subvention totale de \$1,349,245 par année.

M. White dit que le gouvernement place aujourd'hui le Manitoba dans la situation que cette province devrait occuper depuis 1905. Le territoire de l'Alberta comprend aujourd'hui 253,000 milles carrés, la Saskatchewan 250,000 carrés et le Manitoba seulement 78,000 milles carrés. Ce territoire est maintenant porté à 251,000 milles carrés.

M. White croit que le Manitoba aurait accepté la délimitation des frontières en 1908 telle que préparée par le gouvernement Laurier, si les conditions financières avaient été raisonnables. Il faut faire, dit-il, pour les pionniers surtout dans le Manitoba, ce qui a été fait pour les étrangers en partie établis dans l'Alberta et la Saskatchewan. D'ailleurs il ne faut pas oublier que l'Ouest est l'avenir commercial du Canada.

#### HONORABLE M. PUGSELEY

L'hon. Wm. Pugseley dit que la province du Manitoba qui fait partie de la Confédération depuis quarante ans est traitée comme si elle venait d'y entrer seulement. On réduit sa dette de \$32 par tête de population, on lui accorde des arrérages de plus de deux millions de dollars sur sa subvention annuelle, traitement privilégié qu'aucune autre province n'a obtenu. Si le gouvernement traitait Québec et l'Ontario de la même manière, il lui faudrait déboursier 130 millions de dollars. Lorsque le Nouveau-Brunswick est entré dans la Confédération, il a fourni l'Intercolonial, pour lequel le gouvernement fédéral ne lui a rien donné. M. Pugseley approuve l'agrandissement du Manitoba, mais rien de plus; le paiement supplémentaire de la subvention devrait aussi être fait depuis 1912 et non depuis 1908.

Il dit que les fautes accordées au Manitoba autres que la partie territoriale auraient dû être soumise à une conférence de toutes les provinces.

M. Pugseley remarque que l'on a beaucoup parlé du peu d'étendue que possédait le Manitoba avec ses 78,000 milles carrés;

mais les trois provinces maritimes n'en possèdent que 52,000 milles carrés et personne ne proteste.

Au cours de ses remarques M. Pugseley parle du nouveau Québec et dit que la base de la représentation fédérale ne devrait pas changer. Cette base devrait être obtenue par le Vieux Québec tel qu'il était lors de son entrée dans la Confédération et non par la province de Québec agrandie par l'annexion du territoire de l'Ungava.

#### UN AMENDEMENT

Le Premier-Ministre modifie la phraseologie du premier paragraphe, rendant plus claire la description des frontières, cette partie étant identique à la résolution présentée en 1905 par Sir Wilfrid Laurier. Ce changement n'affecte pas d'un seul point la résolution telle que présentée d'abord.

#### HONORABLE M. OLIVER

L'honorable M. Oliver s'oppose aux conditions financières accordées au Manitoba, surtout en leur donnant un effet rétroactif. Il croit que si le gouvernement persiste dans son projet, il devra accorder semblable traitement à la Colombie-Britannique, province la plus mal payée au point de vue de la subvention fédérale.

En réponse à M. Oliver le Premier Ministre dit que plus tard le gouvernement étudiera la possibilité de remettre les terres de l'Ouest aux trois provinces qui en sont les propriétaires.

#### M. HUGH GUTHRIE

M. Hugh Guthrie s'oppose à la nouvelle démarcation des frontières parce que l'Ontario n'a pas de port sur la Baie d'Hudson, Port Churchill appartient naturellement à la province d'Ontario et le gouvernement n'a pas le droit de le céder au Manitoba.

La résolution est ensuite adoptée, puis le bill présenté en première lecture.

(Nous avons emprunté à la Patrie ce résumé, très complet de la discussion, à date, du bill agrandissant notre province.)

Le bill des Frontières est revenu devant la Chambre pour sa seconde lecture hier après-midi; la discussion s'est prolongée hier soir.

Sir Wilfrid Laurier a proposé un amendement dans lequel, sans rien spécifier, il condamne le bill comme injuste pour le Manitoba et les autres provinces.

Cet amendement a été défilé par un vote de 103 contre 65, ce qui a donné une majorité ministérielle de 38 voix.

Cinq nationalistes-conservateurs ont voté en faveur de l'amendement Laurier afin de marquer leur désapprobation du fait que le bill ne contient pas de clause spéciale concernant les écoles du Keewatin. Ces députés sont: M. P. E. Lamarche, (Nicoret) Dr Piquet, (L'Islet) Bellemare (Maskinongé) Guilbault, (Joliette) Sévigny, (Dorchester).

Les hon. MM. Monk et Pelletier ont pris position. Le télégraphe ne nous donne, au moment de mettre sous presse, qu'un récit abrégé de leurs discours.

Tous deux sont d'avis que le Keewatin n'a pas de droits acquis, et que la minorité devra s'adresser au gouvernement du Manitoba.

Ils ont exprimé le ferme espoir que le gouvernement Roblin ferait, dans un avenir prochain, quelque chose qui satisfierait la minorité non-seulement du territoire ajouté, mais aussi la minorité de l'ancien Manitoba.

Sir Wilfrid n'a pas voulu prendre d'attitude sur la question des écoles. Il a déclaré se réserver pour plus tard dans le débat.

### Fondateurs d'Empires!

Nous serions fort surpris que le parti libéral félicitât M. William Molloy du discours qu'il a prononcé la semaine dernière à la Législature.

Ce n'est pas ce discours-là qui ramènera les affaires du parti libéral.

Le public a noté avec quel soin le Free Press a glissé sur les extraordinaires propos du député de LaVendrye.

M. Molloy a soutenu cette thèse étrange que les provinces de l'Est, en votant contre la Réciprocité en septembre dernier, ont commis un acte d'hostilité vis-à-vis l'Ouest. Il est parti de là pour déclarer qu'il appuierait toute résolution qui affirmerait le principe de la sécession de l'Est et de l'Ouest du Canada.

Comme question de fait, les provinces de l'Est n'ont commis aucun acte d'hostilité vis-à-vis les provinces de l'Ouest, puisque les provinces de l'Ouest se sont, elles aussi, prononcées contre la Réciprocité. Des quatre provinces anglaises, le Manitoba et la Colombie Britannique ont envoyé à Ottawa une députation presque unanimement anti-réciprocitaire; dans la Saskatchewan, à l'exception de quelques milliers d'électeurs ont aussi voté contre la Réciprocité.

Voilà les faits. M. Molloy n'a pas le droit de les ignorer. Il commet donc vilaine action: en disant d'abord une fausseté; en essayant ensuite d'en extraire un prétexte de démembrement du territoire canadien.

Nous irons plus loin. Même si l'Est avait, en votant contre la Réciprocité, contrecarré le désir unanime des provinces de l'Ouest il n'y aurait pas lieu de demander la sécession. L'Ouest aurait tenu une autre ligne de conduite, plus digne et plus loyale: éclairer l'opinion canadienne et l'orienter, par une démonstration probante, vers la Réciprocité.

Nous vivons sous le régime parlementaire; que les plus forts que les plus éloquents, que les plus habiles fassent prévaloir leurs vues politiques ou économiques. Le champ est ouvert à tout le monde. Libre à tous ceux qui veulent étudier, écrire, parler de conquérir l'électorat! C'est un grand réconfort pour les vaincus, en pays constitutionnel, de savoir que le verdict d'aujourd'hui peut être renversé demain par une vaillante campagne.

Un homme un peu homme se serait fait cette réflexion au lendemain des élections générales. Mais M. Molloy n'est pas un homme courageux. La défaite du 21 septembre dernier l'a agri. Comme lui et ses amis n'ont pu vaincre, la Confédération ne vaut rien. Ça valait quelque chose au temps où le parti libéral était au pouvoir à Ottawa et distribuait des contrats d'arpentage à la famille Molloy, mais maintenant que la famille Molloy a perdu ou va perdre ses contrats, il faudrait se séparer de l'Est. Il faudrait, ensuite, créer une nouvelle agglomération de provinces à l'Ouest du lac Supérieur, et en confier, naturellement, l'administration au parti libéral. La constitution pourrait comporter une clause spéciale qui garantirait à tous les Molloy, à perpétuité, des places de ministres. On commencerait comme suit: Premier ministre et dispensateur des gâteaux et fromages, M. J. P. Molloy; Ministre des Travaux Publics, y compris les arpentages, M. Thomas Molloy; Ministre des délimitations de province: M. William Molloy.

On compléterait le ministère à mesure que d'autres Molloy man-

nifesteraient le désir de se sacrifier pour le pays!

Jamais il n'y aurait eu sur la terre une forme de gouvernement et une confédération de colonies aussi parfaites. Les Molloy prêcheraient à leurs administrés le respect des institutions établies. Pas de modifications de régime; pas de sécession de provinces. Le statu quo dans toute ampleur et dans toute sa beauté!

M. Molloy, qui parle avec tant d'aplomb, — l'aplomb de ceux qui ont plus de toupet que de jugement — a-t-il réfléchi à son acte?

A-t-il pesé le sens et la portée de ses paroles?

Des propos comme ceux-là, s'ils étaient tenus par un personnage politique de quelque valeur, seraient de nature à mettre en guerre l'Est contre l'Ouest.

Pour le moment nous avons assez des guerres de races.

Nous ne ferons même pas au député de LaVendrye l'honneur de supposer qu'il a étudié sérieusement cette question d'un groupement nouveau des provinces canadiennes. Il entre dans cette question une somme d'aspects et de considérations qui réclamera, si jamais elle se pose comme un problème d'ordre immédiat, une autre compétence que celle de M. William Molloy.

Nous signalons aux électeurs du comté de LaVendrye la conduite indigne de leur député. Ce député, mécontent du revers électoral de son parti, prêche la sécession de l'Ouest contre l'Est du Canada. C'est une conduite anti-patriotique; c'est aussi une attitude ridicule.

M. Molloy parle pour lui; personne ne le suivra.

Ce sera notre devoir de travailler à la défaite de M. Molloy aux prochaines élections. Notre journal s'y emploiera avec beaucoup de sincérité.

### Le Téléphone

Le comité d'enquête du Téléphone a prié le gouvernement Roblin de ne pas mettre en vigueur maintenant les taux que la Commission d'administration avait voulu imposer au public.

### Les Ombres

(Le Devoir)

Ottawa, 25. — Les écrivains de l'antiquité se sont complu à dépeindre, errant sur de vertes pelouses imaginaires, aux Champs-Élysées, les ombres radieuses des grands hommes réunies en des conversations calmes, et débarrassées de tous les soucis matériels. Et nous, nous, jadis, dans un poudreux Télégraphe, le récit de ces rencontres aux plaines semées d'asphodèles éternelles.

De nos jours, pour les députés et les ministres battus, les Communes sont des Champs-Élysées d'où leur ombre, chassée par un peuple capricieux, sont absentes à regret, mais peuvent, de temps à autre, retourner, non plus, hélas, comme des habitantes de ces régions, mais comme des passantes tolérées quelques heures, et vite exilées de nouveau.

Il reste, dans les prunelles de ces ombres, bannies contre leur gré des vallées ministérielles, comme un reflet de chagrin incessant; et sur leurs fronts, jeunes ou vieux, chauves ou chevelus, plane le souvenir d'une vie meilleure et plus chère à mesurer que les jours où elles la reculent s'éloignent au prompt recul du temps fugitif.

Et c'est pourquoi l'ancien ministre de l'Agriculture, — ou plu-

tôt son ombre, — vient errer chaque semaine aux abords de la tribune des assistants au sénat; elle incline son menton recouvert d'une soyeuse barbe grise vers le parquet où jadis déambulait et pérorait M. Fisher, et salue d'un geste attristé les anciens collègues, débris de la grande période lauristère, et qui, depuis mais encore espérants en des jours meilleurs, habitent du moins, eux, la plaine parlementaire.

Et c'est aussi pourquoi, — telle l'ombre de Patrocle aux Enfers, — l'on rencontre par les couloirs des Communes un grand vieillard encore droit, aux favoris blancs comme neige, vieux politicien portant beau, et qui fait retentir de ses pas les passages où tant de fois il promena jadis son prestige de galant ministre de la milice.

Un jour peu lointain encore, un petit vieux alerte, quoique légèrement boiteux, et qui tirait de doigts agiles une barbe pointue, faisait aussi sa visite au chef dont il fut pendant de longues années le ministre des finances. Mais, en homme pratique, celui-ci ne s'est pas attardé aux flâneries inutiles; énergique, il s'est exilé sous d'autres cieux, ternis par des brouillards perpétuels, où il espère trouver de nouveaux Champs-Élysées: au Styx il a préféré la Tamise.

Hier, une ombre jeune, — si tant est qu'elle puisse accuser un âge quelconque, — au visage imberbe d'adolescent, au front grave de penseur préoccupé, mûri dans la fréquentation des livres, penchait vers les discoureurs assemblés autour d'une autre ombre, grise, celle-là, et à la tête étroite demeurée enveloppée dans ses bandelettes, des yeux mélancoliques et qui cherchaient le successeur de l'ancien ministre du Travail. Un regret se nuancait dans ses yeux embués de souvenir. Hélas! Si jeune, il entra dans ces Champs-Élysées, et si jeune, son ombre en fut chassée par un peuple dédaigneux et ingrat.

Aux approches de ces Élysées modernes, les ombres de journalistes, — réincarnations probables de pamphlétaires et de satiriques antiques, — rencontrent parfois aussi les fantômes d'anciens députés. En ces Enfers modernes, selon les progrès des siècles ils se trouvent parfois en tête-à-tête avec ces revenants et les voient — les ombres mêmes sont matérielles, ici, — dans la salle où des échansons viennent à boire des liquides, ambrés, roses, violets, ou limpides et clairs, se mêler aux ombres des députés actuels; et ils notent, comme un singulier contraste, la présence, — autour de tables d'où montent des senteurs de liqueurs capiteuses — des ombres d'autrefois et des ombres d'aujourd'hui, celles-là tristes et attendries, celles-ci joyeuses et loquaces sous leurs couronnes de lauriers peut-être effeuillées et flétries demain ou dans quelques mois. Les anciennes tentent de paraître insouciantes et heureuses; mais la défaite amère a marqué de son poince dur des rides sur leurs fronts. Prometteuse de grandes faveurs, la période heureuse de leur vie s'est écoulée sans avoir rien tenu, — et voici que, demain, après un bref séjour sur la pelouse où jadis elles se prélassaient, ces ombres d'un parlement fini devront regagner le coin obscur d'où elles avaient cru monter, un soir, vers l'immortalité et les

A suivre sur la 2<sup>me</sup> page

**Shiloh's Cure**  
 STOPS COUGHS PRICE 25 CENTS



# La Grève

La grève des charbonniers en Angleterre a mis plus d'un million d'hommes sans travail. Les chemins de fer et l'industrie sont paralysés.

UN ULTIMATUM  
Le gouvernement n'a pas pu faire accepter par tous les propriétaires de mines l'établissement d'un salaire minimum, mais le premier ministre, M. Asquith, a déclaré que si ce principe n'est pas reconnu en vertu d'une entente, il le sera par d'autres moyens.

M. Lloyd George, chancelier de l'Echiquier, est à rédiger un projet de loi relatif à l'établissement d'un salaire minimum, mais le gouvernement, dit-on, croit que le principe du salaire minimum sera reconnu sans qu'il soit nécessaire d'établir une nouvelle loi car les propriétaires des mines de charbon de Galles admettent qu'ils ne peuvent résister plus longtemps aux désirs des ouvriers.

Dans le discours prononcé devant les membres de la Fédération Nationale des mineurs par M. Asquith, ces paroles ont été remarquées: "Le gouvernement ayant reconnu le principe du salaire minimum pour les mineurs, si ce principe n'est pas admis à la suite d'une entente, le gouvernement trouvera le moyen de le faire admettre." C'est réellement un ultimatum, assure-t-on.

M. Asquith a dit aussi: "Nous n'aurions pas fait notre devoir comme gardiens des intérêts généraux du pays, si nous n'avions pas pris les mesures nécessaires pour en arriver une entente raisonnable. Le gouvernement a compris que le pays était en face d'une guerre entre le capital et le travail, guerre qui pourrait paralyser toutes les industries anglaises."

Les patrons, dans la proportion de soixante pour cent, ont accepté les propositions du gouvernement. "Les mineurs, a dit M. Asquith, ne devront pas trop s'attacher à des questions de détails, afin de ne pas prolonger la crise."

## LA CONFIANCE

Les mineurs ont confiance. Ils réclament déjà la victoire. Un de leur chefs a dit: "Nous avons triomphé, quoiqu'il arrive, nous avons forcé le gouvernement à reconnaître le principe d'un minimum de salaire. Le gouvernement sera peut-être incapable de le mettre en force maintenant; cela prendra quelque temps avant que les propriétaires cèdent, mais tôt ou tard, ils céderont."

## LE CHARBON

D'après les rapports officiels, durant l'année 1909, 268,774,317 tonnes de houille ont été extraites des mines et ont rapporté la somme de \$531,374,500. Le nombre de mineurs employés dans ces mines était de 1,042,435. De ce nombre, 818,381 étaient employés à des travaux souterrains.

Les principaux districts affectés par la grève sont: Durham, Yorkshire Lancashire, Shaffordshire, Derbyshire, Northumberland, Moonthshire et Nottinghamshire.

Les nations européennes achètent tout leur charbon en Angleterre. La France en prend 10,000,000 de tonnes; l'Italie, 6,000,000; l'Allemagne, 18,000,000; la Suède et la Norvège, 5,000,000; la Russie près de 4,000,000; le Danemark, 2,000,000; l'Espagne, l'Argentine.

## BIEN, BIEN!

Voici une Teinture Domestique que N'importe Qui peut employer  
J'ai TINT CECI AVEC  
**DYOLA**  
Propre et Simple à Employer.  
Il est impossible d'employer la MAUVAISE teinture pour les marchandises que l'on a à teindre. C'est la raison pour laquelle, dans les teintureries, on ne vend que la seule bonne teinture, celle qui est connue sous le nom de DYOLA. Elle est vendue par toutes les teintureries et par les magasins de drogues. Elle est vendue à la dose de 10 centes par once. Elle est vendue à la dose de 10 centes par once. Elle est vendue à la dose de 10 centes par once.

# L'Egypte, la Hollande et la Norvège, environ 10,000,000.

Une dépêche de Berlin dit que les propriétaires des mines de charbon de la Westphalie n'envoient pas de houille en Angleterre.

Vous devez juger un homme non par ce qu'il promet de faire mais par ce qu'il a fait. C'est là l'épreuve. Le navire de Chamberlain pour la toux peut être jugé de cette manière, et il n'a pas de rival. Tous en parlent avec les plus grands éloges. En vente chez R. A. McRuer.

## "Le Patriote de l'Ouest"

Nous offrons nos félicitations au Patriote de l'Ouest, qui entre dans sa deuxième année avec son numéro du 27 février.

## Les Arabes montent à l'assaut des tranchées italiennes

CONDUITE PAR UNE FEMME QUI LES FANATISE

Londres, 21.—Alan Ostler, attaché à l'armée turque de Tripolitaine en qualité de correspondant du "Daily Express" envoie des croquis d'une femme mystérieuse, qui, lors de la bataille de Gargareth a conduit les troupes arabes à l'assaut des tranchées italiennes.

"Cette femme, dit Ostler, était vêtue d'un long manteau et voilée jusqu'aux yeux à la mode arabe. Pour toute arme, elle ne portait qu'un bâton d'olivier, sa voix était aigre et perçante; et son visage, sous le voile très brun, presque noir, ses yeux brillants et ses narines étaient dilatées. Elle portait un collier de dents de panthère."

"De la voix et du geste, tantôt elle encourageait et tantôt elle menaçait les Arabes et lançait des malédictions à l'adresse des Italiens."

"A sa suite les Arabes se précipitent vers les tranchées italiennes où elle sauta la première. Elle plongea son bras jusqu'au coude dans le sang et les mains dégouttantes de sang, elle se tenait sur le bord de la tranchée, véritable personnification de la déesse des batailles africaines."

"La voix de cette guerrière soudanaise soulevait les Arabes. Elle fut frappée par un éclat d'obus mais continua d'avancer, jetant son sang à la face des hommes et les invitant à recevoir des blessures glorieuses."

"Après la bataille, elle fut l'héroïne du camp des Arabes et elle alla de tente en tente un bras en écharpe et la tête entourée de bandages, brandissant son bâton d'olivier et chantant de féroces chants guerriers comme une autre Déborah."

Beaucoup de rhumatisants ont été agréablement surpris par le prompt soulagement qu'ils ont éprouvé en appliquant l'onguent Chamberlain sur la partie malade. Pas un cas de rhumatisme sur dix exige un traitement interne. Cet onguent est en vente chez R. A. McRuer.

## On veut conserver les vieux Dialectes Français

L'Université de Paris, constatant que les vieux dialectes français disparaissent rapidement, voudrait en perpétuer le souvenir au moyen du phonographe. La tâche de phonographier tous les dialectes pourrait s'accomplir en dix ans. La Faculté des Lettres veut la réalisation de ce projet.

## La France veut la fin de la guerre Italo-Turque

Paris, 5.—Une note semi-officielle annonce que la France est prête à s'unir à la Grande-Bretagne, la Russie, l'Allemagne et l'Autriche, en vue de mettre un terme à la guerre italo-turque. Il s'agirait pour les puissances de trouver une base d'entente qui ne pourrait être rejetée.

Vous pourrez en toute assurance dire adieu à la constipation si vous employez les tablettes Chamberlain. Beaucoup de personnes ont été guéries définitivement par ce remède. En vente chez R. A. McRuer.

# Bernier, Blackwood & Bernier

AVOCATS-NOTAIRES  
Argent à prêter sur hypothèques.  
Placement de capitaux privés.  
BUREAU: 401, Bld Somerset  
Avenue du Portage, Winnipeg.  
Téléphone: MAIN 4787

# Dubuc & Beaupre

AVOCATS, AVOCATS ET NOTAIRES  
BUREAU:  
WINNIPEG  
77 et 79 Edouard  
Canada, Ltd.  
C/o Main et Portage  
Tel. Main 5096  
Main 5017  
R. de P. 126  
Placement de capitaux privés.

# J. L. DEVAUX

AVOCAT  
PARLE FRANÇAIS ET ANGLAIS  
5, BANQUE DE HAMILTON  
COIN DES RUES MAIN & MCKENNOT  
WINNIPEG  
TÉLÉPHONE MAIN 984

# Harley & Dandurand

CONTRACTEURS EN  
Charpente, Maçonnerie, etc.  
121 Rue Ritchot  
ST-BONIFACE, MAN.  
Ouvrage garanti  
Estimation fournie sur demande  
Téléphone 534 R. de P. 519

# A. J. H. Dubuc

AVOCAT ET NOTAIRE  
Avenue du Portage (Cote Sud)  
face porte de la Rue Main  
BLOC DU TRUST & LOAN  
ARGENT A PRÊTER—Placement de fonds privés  
Téléphone 334

# DR. G. A. DUBUC

BUREAU  
No. 81, AVENUE PROVENCHER  
ST. BONIFACE  
HEURES DE CONSULTATIONS  
8 à 9 a. m.  
1 à 4 p. m.  
7 à 8 p. m.  
TÉLÉPHONE 1647  
Visite tous les jours à l'Hôpital de St. Boniface.

# Dr. LACHANCE

SPECIALITE:  
CHIRURGIE ET MALADIES DE LA FEMME  
SOMERSET BLOCK  
CHAMBRE 245 AVENUE DU PORTAGE,  
Téléphone Main 7304 WINNIPEG  
CONSULTATIONS: 2 à 5 P. M.  
Tél. résidence Main 2613. St-Boniface

# JOS. LECOMTE,

Notaire Public.  
TERRES A VENDRE  
Dans Toutes les Paroisses  
Françaises du Manitoba  
Argent à Prêter.  
221 RUE McDERMOT, Winnipeg.

# J. GRYPONPRE

NOTAIRE PUBLIC  
Licencié en droit de la Faculté de Paris  
283 Avenue Provencher  
SAINT-BONIFACE  
Rédaction d'actes en anglais, français et flamand.  
Terres à vendre. Prêts hypothécaires.  
Bureaux ouverts tous les jours de 9 à 5 heures du soir.

# MARIE-LOUISE BOURGEOULT

PIANO ET THEORIE  
Elève avancée de Mademoiselle Gabriel-Mollet et James W. Matthews pour piano et harmonie.  
Pour plus de renseignements s'adresser à 483 rue Des Neurons.  
Téléphone Main 2331

# Ferme à Vendre

332 acres de terre à vendre à St. V. Plains, à 31 milles de Winnipeg au sud et le long de la rivière Rouge.  
Ce terrain est tout en culture de prairie, en classe, excepté 20 acres en beau bois. Le Depot et un Elevateur sont bâtis sur le terrain et c'est qu'à un 1/2 mile de l'Eglise et de l'Ecole.  
Il y a 60 acres de bon labour d'été, labouré 3 fois et 30 acres de prairie de mil.  
Condition très facile, \$35.00.  
S'adresser à  
J. T. CLEMENT,  
Bois à Charbon  
17 rue Aulneau, St-Boniface  
Boite de Poste 1 Tel. Main 3054  
Ou bien s'adresser à  
ROD. CLEMENT,  
Aulneau,  
Man.

# Shiloh's Cure

SWIFTLY STOPS COUGHS, CURES COLDS, SOOTHES THE THROAT AND LUNGS. 25 CENTS

# Gevaert & Deniset

88 AVENUE PROVENCHER, SAINT-BONIFACE  
TELEPHONE MAIN 3354

# Lots à Vendre dans tout Saint-Boniface

Contrôle des trois subdivisions actuellement sur le marché.  
Plan 1441 et Plan 1201, entre Norwood et la rivière la Seine, de 350 à 700 dollars par lot. \$25 comptant et \$10 par mois.  
Contrôle aussi de la propriété de "Oak Elm", Plan 1357, de la rue Ritchot à la rue des Meuniers, 2,600 pieds, à seulement \$30 du pied.  
Prêts, constructions payables à longs termes.



CORRESPONDANCE SOLICITEE

# COMPATRIOTES DE L'OUEST

VOUS qui aimez fumer du tabac canadien naturel, tel que vous en fumez dans la Province de Québec. Fumez nos tabacs garantis purs. Nous vendons que des tabacs de première qualité et à 20 pour cent meilleur marché que vous payez ailleurs. Si votre marchand ne veut pas le fournir, écrivez nous et nous vous dirons où vous en procurer. Nos tabacs sont vendus en feuille, en cigarette, ou coupé (haché) en paquet depuis 1-12 à 1 lbs. Echantillons envoyés gratis sur demande.

# LA CIE DU TABAC DU CO. MONTCALM

St. Esprit, P. Q.

# Carsley & Cie

Ouverture de Printemps  
ROBES POUR DAMES, MANTEAUX ET BLOUSES  
Tweed noir pour robes, la verge.....\$1.75  
Jupes de robe en Panama, bien-marin et autres couleurs.....\$2.75  
Jupes de robe en Panama et en voile.....\$3.50  
Costumes pour dames, de \$10, \$12 et \$15.00  
Manteaux en drap pour dames, longs et courts, \$5.00, \$7.50, \$8.50 et.....\$10.00  
Blouses de fantaisie pour dames, blanc et noir, 50c, 75c, \$1.00 et.....\$1.25  
CARSLEY & CIE, 344 - RUE MAIN - WINNIPEG

# Weyburn

AVIS  
est par ceci donné que les prix de tous les lots dans notre subdivision d'EVANSTON, Weyburn, seront augmentés de 25 à 50 dollars par lot le 15 mars. Tout ordre pour lots au prix actuel doit parvenir à notre bureau avant cette date.

# Notez la date - 15 Mars 1912

WEYBURN est maintenant un grand centre agricole, commercial et divisionnaire de la Saskatchewan méridionale. WEYBURN est destinée à être une des plus grandes villes de la Saskatchewan. Cette ville est à présent au premier pas de son développement.  
Le moment d'acheter à WEYBURN, est AUJOURD'HUI — la place qui vous donnera de certains et prompts profits est EVANSTON.

# N'hésitez pas, achetez de suite avant

que l'opportunité ne soit perdue. Achetez avant que les prix ne soient augmentés et gagnez au moins 25 piastres de profit par lot.  
La propriété dans Weyburn augmente rapidement de valeur, et les résidents de Weyburn achètent avec ardeur dans Evanston, car ils connaissent cette propriété et sa valeur. Ecrivez à M. Wilfrid Leroux, le pionnier français à Weyburn, il vous donnera de justes informations à propos de cette place.

Pour plus de renseignements, téléphones Main 1110 ou écrivez au département français pour Weyburn.

# International Securities Company Ltd.

SOMERSET BUILDING 2 - WINNIPEG, MAN.

# Grande Vente de Chaussures

POUR DAMES ET MESSIEURS  
Ayant vendu notre commerce au No. 273, avenue du Portage, nous avons été obligés de transporter nos chaussures de printemps et d'été à notre magasin du No. 468 rue Main, et nous avons maintenant trop de stock. Nous sommes obligés de faire une vente à sacrifice qui durera 10 jours seulement. Cette vente n'est pas pour attirer le public; elle est nécessaire afin d'évacuer le surplus de stock que nous avons en mains. Venez et jugez par vous-mêmes.

# TROIS SPECIALITES

100 paires de chaussures Oxford, noir ou jaune, pour dames, petits numéros seulement, régulier \$3.50, pour .....75c  
200 paires de chaussures pour messieurs, Nos. 5, 5 1/2 et 6, régulier, \$5.00 et \$6.00, pour.....\$1.95  
200 paires de chaussures fines pour dames, en kid noir et jaune, régulier, \$4.50 et \$5.00, pour.....\$1.65

# 20 pour cent

D'ESCOMPTE seront accordés sur toutes les chaussures et porte-manteaux. Nous avons notre établissement de réparages attaché à notre magasin et garantissons notre travail. — Voyez nos vitrines. — La vente commence

Mercrdis, le 6 Mars et se terminera Samedi, le 15 Mars

On demande un commis parlant le français et l'anglais.

SLATER SHOE STORE | H. W. STARK | 468 Rue Main, Winnipeg.

# Guilbault & Cie

CONTRACTEURS  
MARCHANDS DE BOIS DE CHAUFFAGE, DE TOUTES SORTES, CHARBON, DORMANTS, POTEAUX, ETC.  
Toute commande recevra notre prompt attention

Baron, Main 604  
Résidence, Main 1155  
Coulé bois, Norwood, Main 7443

R. de P. 147, ST-BONIFACE, MAN.

# D'Aoust & Dugal

Entrepreneurs de

Plomberie, Chauffage à eau chaude, air chaud et vapeur, Ventilation, Couverture, Plafond Métallique, Corniche et Echelle de Sauvetage.

Tel 6645 H. de P. 159

239 Ave Provencher (Coin rue Thibaut) St. Boniface

# Compagnie Generale Transatlantique

Départs tous les samedis à 10 hrs. a. m.

De New-York au Havre-Paris (France)

La Touraine.....26 Fév. La Bretagne.....21 Mars  
La Savoie.....7 Mars La Touraine.....28 Mars  
La Provence.....14 Mars La Savoie.....4 Avril  
Départs supplémentaires le samedi.  
Rochambeau.....2 Mars Niagara.....16 Mars

Les passagers partant le samedi, ne transportent qu'une seule classe de passagers de cabine (deuxième classe).

Pour tous renseignements s'adresser à Genlu, Trudeau & Cie, Limitée, Agents-Général, 27 rue Notre-Dame Ouest, Montréal.

# Alloway & Champion

Représentants exclusifs  
362 et 667 Main Street, Winnipeg.  
ou à tout agent de Compagnie de chemin de fer.

# ENTREPRISE GENERALE

De tout ce qui concerne la Construction

# Octave Godefroid

CONTRACTEUR

No. 84 Avenue Hamel, Saint-Boniface

Plans et devis sur demande

Téléphone 1816 Boîte de Poste 176

Toute demande recevra prompt attention

# BANQUE D'HOCHELAGA

Capital Autorisé: - \$4,000,000  
Capital Versé: - \$2,500,000  
Fonds de réserve: \$2,650,000

DÉPÔTS CONJOINTS.—La Banque d'Hochelaga accepte des dépôts en commun par le mari et la femme, pouvant être retirés par l'un ou par l'autre des conjoints. Ce système de dépôts convient particulièrement aux personnes de la campagne, le mari et la femme pouvant voir sur affixes de banque en venant en ville. En cas de décès, le survivant peut retirer l'argent sans délai et sans frais.

J. H. N. Lévesque, Gérant pro tem., St. Boniface.

# NOUVELLES INTERESSANTES

Commencement de la Saison de Printemps 1912

Le printemps est presque arrivé; quelques jours seulement nous en séparent. L'hiver a été bien dur, mais dans peu de temps, on sera capable de jouir du beau temps. La saison de printemps est presque la plus jolie et celle qui porte avec soi le plus de félicité pour tout le monde. Donc, chacun doit être en harmonie et accord parfait avec cette saison, et pour atteindre ce but, on doit s'habiller et se procurer les vêtements et articles nécessaires pour cette saison si chantée et louée de tous. Pour s'habiller bien et pour avoir un grand et varié choix de toutes sortes de marchandises pour la saison de printemps, il est absolument nécessaire de vous rendre à

# La Maison Blanche

81-83-85 AVE. PROVENCHER, ST-BONIFACE

LE MAGASIN DE QUALITE ET BAS PRIX

EXAMINEZ NOS VITRINES







